الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة العادية 2012
الموضوع

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية
المركز الوطني للتقويم والامتحانات

المادة	الاقتصاد العام والإحصاء	NS52	المعامل	6
الشعب(ة) أو المسلك	شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير : مسلك العلوم الاقتصادية		مدة الإنجاز	3

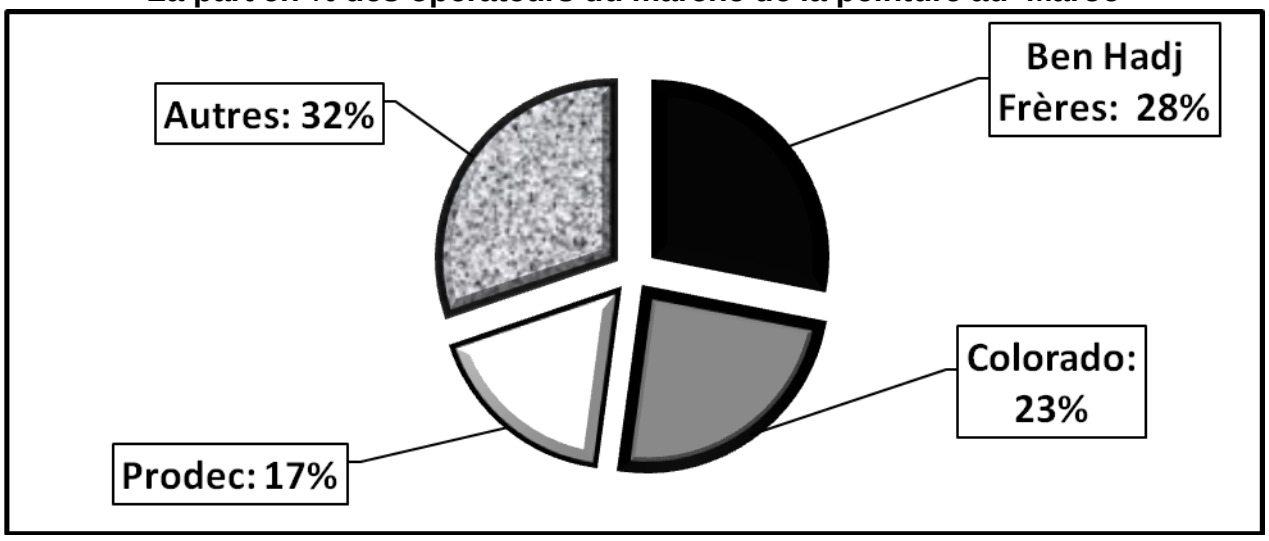
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie (évitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question)

DOSSIER 1 : MARCHÉS, DÉSÉQUILIBRES ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES CONJONCTURELLES

DOCUMENT 1: Le marché de la peinture au Maroc

En dépit d'une forte saisonnalité de l'activité, l'industrie de la peinture continue de voir l'ensemble de ses clignotants virer au vert. Dans le sillage de la bonne tenue du secteur Bâtiments et Travaux Publics (BTP), cette activité aura mis à profit le développement des infrastructures touristiques dans le cadre de la vision 2020. Ainsi, sur la période 2006-2010, cette industrie aurait affichée une croissance annuelle moyenne de 7,7%. Couvrant près de 98% de la demande nationale, la production annuelle de peinture s'est établie à 200 000 tonnes (en 2009). Les importations proviennent notamment de France, d'Espagne et des États-Unis.
Comparativement aux pays voisins, la consommation annuelle moyenne de peinture par habitant demeure plutôt faible au Maroc. Tandis qu'elle est de 4 kilogrammes au Maroc, cette même consommation est de l'ordre de 7 kilogrammes en Tunisie, 12 kilogrammes en France et de 25 kilogrammes en moyenne en Europe. Le chiffre d'affaires global est concentré sur un nombre limité d'opérateurs. La structure du chiffre d'affaires de ce secteur se présente comme suit :

La part en % des opérateurs du marché de la peinture au Maroc



Source : Le Matin du Sahara du 02.11.2011

DOCUMENT 2 : Conjoncture et performance du marché boursier marocain

Malgré les différents efforts fournis de part et d'autre afin de dynamiser le marché boursier, les résultats ne se déclarent pas très satisfaisants. En effet, les deux principaux indicateurs de performance de la Bourse des valeurs de Casablanca accusent, au titre du mois de novembre 2011, des pertes mensuelles de l'ordre de -3,52% pour le MASI et -3,46% pour le MADEX.. Par ailleurs Hassan El Hajjaji, gestionnaire de portefeuille à une société de Bourse, lève le voile sur les difficultés du marché financier.

✔**F.N.H. (Finances News Hebdo)** : Comment la crise en Europe affecte-t-elle la Bourse de Casablanca ? Existe-t-il un lien direct avec les places européennes ?

✔ **H. E. H. (Hassan El Hajjaji)** : Sachant que l'Europe est le premier partenaire commercial du Maroc, la récession économique européenne affectera l'économie marocaine. Ainsi, la baisse des exportations, conjuguée à la baisse des investissements étrangers directs et au ralentissement du tourisme, affecterait directement la croissance de notre économie et, par conséquent, les revenus des sociétés cotées à la place casablancaise.

✔ **F.N.H. :** Quel impact a le resserrement de la liquidité sur le marché boursier marocain ?

✔ **H. E. H. :** L'assèchement des liquidités bancaires est devenu une réalité à laquelle non seulement les banques sont confrontées, mais l'économie nationale en général. Il se traduit par la baisse des disponibilités monétaires de l'ensemble des intervenants locaux dans le marché boursier, ce qui s'est répercuté, entre autres, sur le volume échangé sur la place casablancaise.

Source : Finances News Hebdo du 03.11.2011 et du 22.12.2011

DOCUMENT 3 : Bank Al Maghrib (BAM) et gestion de la liquidité bancaire au Maroc

Elle est bien loin la période où la Banque centrale devait faire face à la surliquidité chronique qui régnait sur le marché. En 2001, la question de la surliquidité était devenue problématique. En effet, les excédents de liquidité se chiffraient à quelque 6,5 milliards de dh. La persistance de l'excédent de liquidité avait, par ailleurs, conduit BAM, fin 2002, à relever de 10 à 14% le taux de la réserve monétaire, pour ensuite introduire, dès 2004, deux nouveaux instruments : la facilité de dépôt permanente à 24 heures, au taux de 2,25%, et la reprise de liquidités à 7 jours, par voie d'appels d'offres hebdomadaires à taux variables.

A partir de 2007, l'époque de la surliquidité est bel et bien révolue. BAM, au contraire, doit faire face aux besoins croissants en liquidité des banques. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre 2011, la banque centrale intervient dans le secteur bancaire pour redresser les besoins en liquidités des banques à travers les avances hebdomadaires à 7 jours. Le dernier conseil de BAM annonce le maintien du taux directeur à 3,25% et le taux de la réserve obligatoire à 6% après plusieurs baisses, de 15 à 12% en premier lieu, puis à 8% pour se stabiliser à 6%.

Source: Finances News Hebdo du 06.10. 2011

DOCUMENT 4 : De l'Indice du Coût de la Vie (ICV) à l'Indice des Prix à la Consommation (IPC).

L'ICV (base 100 : 1989) qui remonte à 1959 et qui avait fait l'objet de plusieurs réformes (élargissement du champ géographique et de la population de référence, actualisation du panier et changement de l'année de base), a été abandonné en novembre 2009 au profit de l'IPC. Ce nouvel instrument de mesure de l'inflation se caractérise notamment par l'extension de la couverture géographique (17 villes au lieu de 11 auparavant), l'élargissement de la population de référence (soit l'ensemble de la population urbaine au lieu de la population urbaine de condition moyenne par le passé).

Source : La Vie Economique du 09.01.2012

Indice des prix à la consommation « IPC » (Base 100 : 2006), au Maroc

Division de produits	2010	2011	Variation en %
Produits alimentaires	113,3	**115,2**	1,7
Produits non alimentaires	104,0	104,8	0,8
IPC	107,9	**…?...**	**1,1**

Source : Note d'Information du HCP; 2011

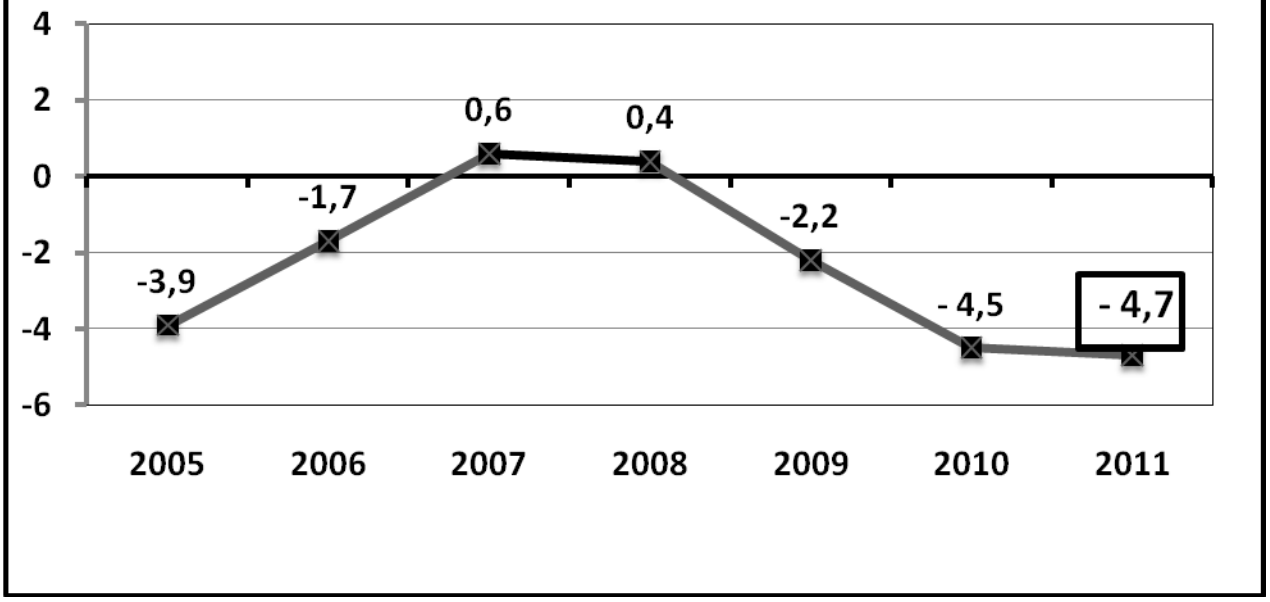
DOCUMENT 5 : Le gouvernement a utilisé ses marges de manœuvre pour doper l'investissement

Après des excédents réalisés en 2007 et 2008 (voir graphe), les finances publiques ont renoué avec des déficits budgétaires depuis 2009. Ce déficit s'explique par l'extraordinaire renchérissement des prix des matières premières provoquant ainsi la hausse des charges de compensation, dans un contexte de crise.

La politique volontariste en matière de soutien à l'investissement et à la consommation, qui a par ailleurs positivement contribué à la croissance économique, a eu des impacts évidents sur le solde budgétaire. En effet, les niveaux de croissance de l'investissement budgétaire en 2008 et 2009 (+33,8% et +22,5% respectivement) ont été bien supérieurs à ceux des recettes fiscales pour les mêmes années (+23,7% et -9,8%).

Notons aussi qu'en 2011, les dépenses publiques continuent de creuser le déficit budgétaire avec une hausse de 19,4% par rapport à 2010. Si les charges des biens et services, et ceux de la dette ont connu un léger recul, ceux des salaires ont connu une hausse de 2,5 milliards de dirhams pour s'établir à 88,6 milliards de dh, ceux des investissements ont enregistré une hausse de 6,1%, mais, ce sont surtout les dépenses de la compensation qui ont alourdi les charges de l'État avec 48,8 milliards de dh, soit une hausse de 79,6%. Par ailleurs, si cette politique expansionniste a pu être possible, parce que des marges avaient été constituées, il sera difficile de la maintenir longtemps sans une refonte fiscale.

Solde budgétaire en % du PIB au Maroc (réalisations)



Sources : La Vie Economique du 03.01. 2012 et l'Economiste du 24.02.2012.

DOCUMENT 6 : Budget et contraintes sociales

Une paix sociale au prix fort

Au-delà du poids et du coût de la dette publique, c'est l'utilisation des recettes publiques qui ne se fait pas rationnellement. Un des postes de dépenses les plus coûteux du budget général est celui dédié à la caisse de compensation (intéressant les hydrocarbures, les céréales et le sucre). En 2011, déjà, près de 49 milliards de dh ont été décaissés et l'Etat traine toujours une enveloppe budgétaire de 14 milliards de dh que la caisse devrait épurer (donc 63 milliards l'année dernière).

Très chers fonctionnaires

Le souci de contenir les tensions sociales dues au renchérissement du coût de la vie et du chômage se voit aussi dans le virage à 180° opéré dans la politique de recrutement de l'Etat. Il y a quelques années, la mode était aux plans de départs volontaires et à la chasse aux fonctionnaires fantômes. … Sauf que, désormais, la masse salariale repart à la hausse….

Source : TELQUEL du 31.03.2012

TRAVAIL À FAIRE : **14 pts**

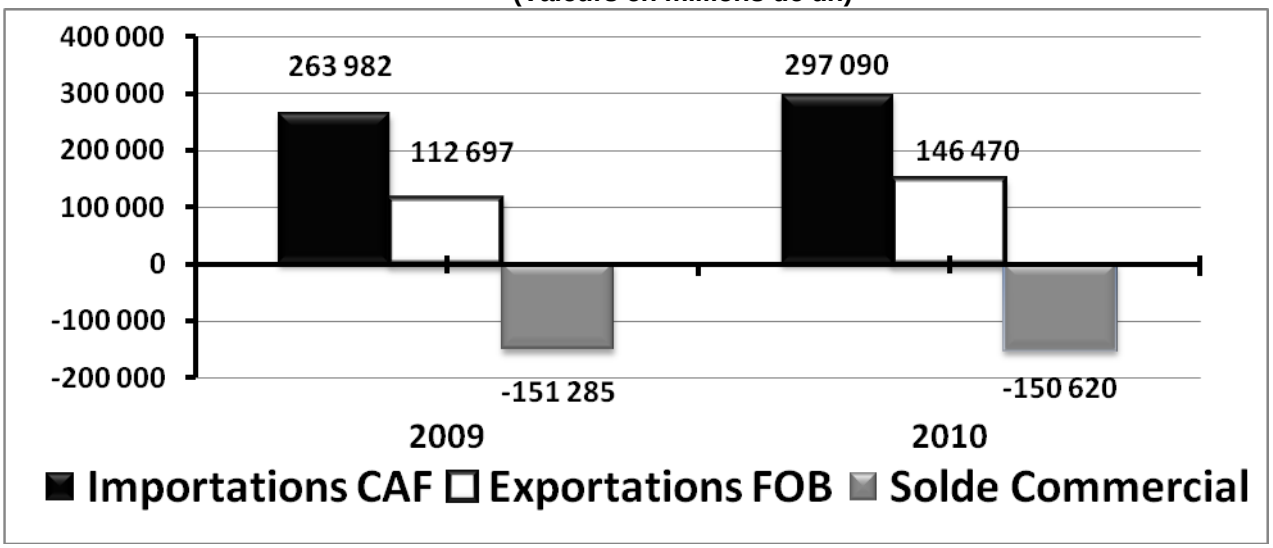
<table>
<tr><th colspan="2">Questions</th><th>Barème</th></tr>
<tr><td>1</td><td>Identifiez le type de marché selon l'objet pour chacun des documents 1,2 et 3.</td><td>0,75 pt</td></tr>
<tr><td>2</td><td>A partir du document 1 :
a- Caractérisez le marché marocain de la peinture. (selon ses composantes : offre et demande). (Deux caractéristiques par composante)
b- Précisez le régime actuel du marché de la peinture au Maroc. Justifiez.</td><td>0,5pt
0,5 pt</td></tr>
<tr><td>3</td><td>A partir du document 2 :
a- Dégagez en illustrant, la performance de la Bourse des valeurs de Casablanca.
b- Expliquez cette performance.</td><td>0,5 pt
0,5 pt</td></tr>
<tr><td>4</td><td>Sur la base du document 3, reproduisez et complétez le tableau suivant :
<table>
<tr><th>Périodes</th><th>Entre 2001 et 2007</th><th>A partir de 2007</th></tr>
<tr><td>Situation du marché monétaire marocain en matière de liquidité</td><td>…….</td><td>……..</td></tr>
<tr><td>Actions de politique monétaire</td><td>……</td><td>…….</td></tr>
<tr><td>Un objectif final</td><td>…….</td><td>……..</td></tr>
</table></td><td>1,5 pt</td></tr>
<tr><td>5</td><td>En vous référant au document 4 :
a- Comparez l'IPC à l'ICV. (Trois critères de comparaison)
b- Lisez les données soulignées du tableau.
c- Calculez l'IPC pour l'année 2011. (Retenez 2 chiffres après la virgule)</td><td>
0,5 pt
0,5 pt
0,5 pt</td></tr>
<tr><td>6</td><td>Sur la base du document 5 :
a- Lisez la donnée encadrée du graphe.
b- Relevez et quantifiez deux composantes des dépenses ordinaires en 2011.
c- Qualifiez la nature de la politique budgétaire adoptée en 2011.
d- Précisez en expliquant deux limites de cette politique budgétaire.
e- Expliquez le déficit budgétaire de 2011. (2 éléments explicatifs)</td><td>
0,25 pt
0,5 pt
0,5 pt
0,5 pt
0,5 pt</td></tr>
<tr><td>7</td><td>A partir du document 5 :
a - Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire, selon la méthode des moindres carrés sachant que : $\Sigma xiyi = -74,8$; $\Sigma xi^2 = 140$; $\overline{y} = -2,28$; $\overline{X} = 4$
(NB : xi : les années, yi : le solde budgétaire en % du PIB; prenez deux chiffres après la virgule- sans arrondir- pour tout calcul, même intermédiaire, utilisez la méthode développée).
b - Calculez le solde budgétaire prévisionnel en % du PIB pour 2014. Lisez le résultat.</td><td>1 pt

1 pt</td></tr>
<tr><td>8</td><td>En vous basant sur le document 6 :
Dégagez deux contraintes qui conditionnent le budget de l'Etat au Maroc.</td><td>
0,5 pt</td></tr>
<tr><td>9</td><td>Synthèse : Les deux politiques conjoncturelles usuelles sont la politique monétaire et la politique budgétaire. Au Maroc, les pouvoirs publics usent de ces politiques. Après avoir montré les actions de politiques économiques conjoncturelles entreprises au Maroc actuellement, vous expliquez comment ces actions favorisent- elles la croissance économique et vous en exprimez des limites.
Remarques : - vous vous servez des documents 3, 4, 5 et 6 et des connaissances acquises.
- vous respectez le plan usuel : - Introduction, développement et conclusion.</td><td>3,5 pts</td></tr>
</table>

DOSSIER 2 : PROMOTION DES EXPORTATIONS ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT

DOCUMENT 7: Données sur le commerce extérieur marocain

Balance commerciale marocaine (Biens) en 2009 et 2010
(Valeurs en millions de dh)



Volume des exportations et des importations marocaines

Poids en milliers de tonnes	2009	2010	Taux de variation
Importations	37 550	40 570	8,04%
Exportations	15 898	23 219	46,05%

Source: Rapport de BANK AL MAGHRIB; 2010

DOCUMENT 8 : Croissance et exportations (au Maroc): quelle corrélation ?

Notre balance commerciale continue de susciter le débat. Notre taux de couverture (balance commerciale de biens) ne cesse de reculer. Il est passé à 48% en 2011 contre **49,3%** en 2010. On constate depuis quelques années un déficit commercial qui a atteint le niveau record de 185,5 milliards de dirhams à fin 2011. Aujourd'hui, la conjoncture n'augure(*) rien de bon dans la mesure où notre principal partenaire, à savoir le continent européen, vit une crise et adopte une politique d'austérité qui risque d'altérer davantage notre taux de couverture. En outre, cette baisse continue du taux de couverture s'explique aussi par la faiblesse de la diversification qui caractérise aussi bien la nature des produits exportés que les marchés dans lesquels ces produits sont écoulés. Elle suscite des interrogations quant à son impact sur le taux de la croissance. Sur ce plan, les analystes sont d'accord que le commerce international est un signal fort de la croissance économique.

Les échanges entre nations constituent une réelle incitation à l'efficience dans la production, pour que chaque pays puisse exploiter au mieux ses ressources, dans la recherche d'une meilleure compétitivité. A tel point que l'on pouvait prétendre que les pays les plus ouverts sur le plan économique sont ceux qui ont eu à connaître l'amélioration la plus importante du niveau de vie de leurs populations.

(*) ne laisse prévoir. **Source :** Finances News Hebdo du 17.11.2011

DOCUMENT 9: Promotion de la culture de l'export

Au cours d'une rencontre organisée par le Centre Marocain de Conjoncture (CMC) sous le thème: «Compétitivité et dynamique à l'export, quelle stratégie d'avenir ?», le président du CMC, a estimé qu'il y a un problème de compétitivité qui apparaît à travers l'analyse du commerce extérieur et que l'ouverture du pays a beaucoup plus profité aux importations.

Cette orientation relevée depuis le milieu de la décennie est significative d'un écart de compétitivité par rapport aux pays concurrents. Certes, le déclin commercial qui ressort de ce constat a poussé les pouvoirs publics à préconiser une stratégie globale pour le développement des exportations basée sur le ciblage des secteurs, le ciblage des marchés et l'accompagnement des entreprises.

Selon le président du CMC, il s'agit de l'accélération du rythme d'industrialisation et de la poursuite du Plan Emergence. Tout en appelant à la révision du taux de change vers plus de flexibilité, le président du CMC a plaidé pour la promotion d'une véritable culture de l'export. Le Maroc doit poursuivre les efforts de diversification de son économie et développer l'offre exportable en mettant l'accent sur des produits à forte valeur ajoutée. Pour le CMC, les secteurs secondaire et tertiaire restent concentrés sur une gamme limitée de produits et services.

Source : Le Matin du Sahara du 14.12.2011

DOCUMENT 10 : Développement humain, le rapport 2011 du PNUD(*) place le Maroc au 130e rang.

A la première lecture du rapport du PNUD, on s'aperçoit que le Maroc, placé au 114e rang en 2010, dégringole au 130ème rang en 2011, perdant ainsi 16 places. Il se place désormais bien loin derrière l'Algérie (96ème place), la Tunisie (94ème place) et la Lybie (64ème place), sur les 187 pays étudiés.

Figurant encore une fois dans la catégorie des pays à « développement humain moyen », la frontière pour passer dans la catégorie des pays à « développement humain faible » n'est plus très loin.

Pour rappel, l'IDH comprend trois composantes : l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de scolarisation et le revenu national brut. En 2010, le Maroc totalisait 0,567 point. En 2011, l'IDH est de 0,582. La valeur de l'IDH ne cesse de progresser au Maroc, passant de 0,364 en 1980, à 0,507 en 2000 et à 0,582 en 2011, soit un accroissement de 60% en 30 ans.

Données sur les composantes de l'IDH au Maroc en 2011:

- Longévité : 73 ans ; (75 ans pour la Tunisie) ;
- Revenu national brut par habitant en dollars : 3 161,6 ; (4 592,6 pour la Tunisie) ;
- Durée moyenne de scolarisation des personnes âgées de 25 ans et plus : 4,4 ans ; (6,5 ans pour la Tunisie).

Sources : Les Echos Quotidien du 11.11.2011 et l'Economiste du 10.11.2011

(*) Programme des Nations Unies pour le Développement

TRAVAIL À FAIRE : 5,5 pts

	Questions	Barème
10	Sur la base des documents 7 et 8 :	
	a- Calculez les termes de l'échange réels (TER) pour l'année 2010. (2 chiffres après la virgule)	0,5 pt
	b- Interprétez le résultat calculé.	0,25 pt
	c- Retrouvez (en calculant) et lisez la valeur en gras soulignée du document 8 à partir des données du graphe du document 7.	0,5 pt
	d-Dégagez et expliquez une cause conjoncturelle et une autre structurelle de la faiblesse du taux de couverture marocain.	0,5 pt
	e- Précisez un effet éventuel de l'ouverture sur l'économie marocaine.	0,25 pt
11	A partir du document 9 :	
	a- Relevez une phrase indiquant que le Maroc n'a pas su profité de son ouverture.	0,25 pt
	b- Dégagez trois actions proposées pour promouvoir les exportations.	0,75 pt
12	a- Dégagez une stratégie industrielle de développement à laquelle fait allusion le document 9.	0,5 pt
	b- Donnez une limite de cette stratégie.	0,5 pt
13	Sur la base du document 10 :	
	a- Relevez une composante de l'IDH qui handicape l'IDH du Maroc.	0,75 pt
	b- Expliquez le recul du Maroc dans le classement mondial en terme d'IDH, bien que la valeur de ce dernier a augmenté.	0,75 pt

0,5 pt pour la présentation de la copie